



MASTER DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Parcours : Droit de la transition environnementale

RESPONSABLE

Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET, Professeure à l'Université d'Aix-Marseille

RÉFÉRENTE ADMINISTRATIVE

Gaëlle DUPRÉ : gaelle.dupre@univ-amu.fr - Tél +33(0)4.13.94.45.71

Objectifs

Le Master 2 Droit de la transition environnementale a pour objectif de former des juristes de haut niveau dans le domaine du droit de l'environnement.

Le Master vise à permettre l'acquisition par les étudiants de compétences solides en droit de l'environnement sous tous ses aspects (droit interne public et privé, droit international et européen), en couvrant l'ensemble des régimes juridiques d'importance (lutte contre le changement climatique, biodiversité, promotion des énergies renouvelables, économie circulaire, santé environnementale, pollution de l'air et de l'eau, protection contre les risques majeurs et installations classées...) tout en offrant une ouverture pluridisciplinaire et des retours d'expériences, permettant ainsi aux étudiants d'acquérir une compréhension globale du droit et de la politique de l'environnement, de leurs évolutions et de leurs enjeux.

Débouchés

Dans un contexte de transition environnementale, de lutte contre le changement climatique et contre les pertes de biodiversité, ou encore de promotion de l'économie circulaire, l'environnement est au cœur des enjeux sociaux.

Le droit de l'environnement est devenu central du côté des institutions internationales, européennes et nationales, des collectivités publiques comme des entreprises. Le marché de l'emploi s'en trouve refondé et génère de nouveaux débouchés et métiers.

Les diplômés pourront prétendre à des postes très divers tant dans le secteur public que privé, national ou international, et notamment :

- intégrer les services environnementaux des organisations internationales ou européennes, de l'État, des collectivités territoriales, de sociétés d'économie mixte ou d'entreprises du secteur privé enracinées dans un tissu fortement européenisé et internationalisé.
- intégrer un cabinet d'avocat spécialisé en droit de l'environnement, après avoir réussi l'examen d'entrée au centre de formation des avocats.
- intégrer une organisation non-gouvernementale ou des associations œuvrant dans le domaine de l'environnement.
- présenter les concours à la fonction publique européenne et internationale, à la fonction publique d'État et à la fonction publique territoriale.
- poursuivre un doctorat afin notamment de présenter les concours de l'enseignement supérieur.

Modalités pédagogiques

Le Master 2 est accessible en formation initiale ou continue (sans aménagement d'horaires).

Le parcours articule des séminaires permettant un approfondissement des connaissances à travers des lectures et discussions, de nombreuses conférences assurées par des intervenants professionnels ainsi des divers ateliers permettant de mettre en pratique, souvent en groupe, les connaissances acquises et d'acquérir les compétences professionnelles indispensables à leur insertion.

Le Master propose des méthodes pédagogiques diversifiées et innovantes visant à favoriser l'insertion

professionnelle des étudiants : ainsi il participe activement à la clinique juridique de l'environnement ; il organise des visites (notamment des institutions européennes spécialisées sur les questions environnementales) ou encore il prévoit la réalisation d'un stage obligatoire.

Mobilité internationale

Les étudiants ont la possibilité de faire une partie du parcours dans une université étrangère (au semestre 4). Un partenariat est établi avec l'Université Laval (Canada), l'Université d'Ottawa (Canada) et la Peking University School of Transnational Law (Shenzhen, Chine). D'autres partenariats sont à l'étude.



Programme des enseignements



DROIT APPROFONDI DE L'ENVIRONNEMENT

- Droit international approfondi de l'environnement
- Droit européen approfondi de l'environnement
- Droit interne (public et privé) de l'environnement
- Conférences d'actualités

CONTENTIEUX DE L'ENVIRONNEMENT

- Contentieux international de l'environnement
- Contentieux européen de l'environnement
- Contentieux interne (public et privé)

DROIT SPECIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- Droit de l'environnement marin
- Droit des changements climatiques
- Droit de la biodiversité
- Droit des pollutions et des risques
- Droits de l'homme et environnement
- Droit économique et environnement
- Droit des installations classées pour la protection de l'environnement
- Droit pénal de l'environnement

COMPETENCES COMPLEMENTAIRES

- Droits et politiques de l'énergie
- Droits de la santé environnementale
- Droit de l'animal

COMPETENCES TRANSVERSALES

- Anglais
- Méthodologie de la recherche
- Clinique juridique
- Organisation d'un voyage de dimension pédagogique
- Réalisation d'un stage ou d'un mémoire de recherche

Équipe pédagogique

Intervenants académiques

Estelle BROSSET, Professeure, AMU
Julien DELLAUX, Professeur, Université Nice-Côte d'Azur
Anne-Marie DE MATOS, Maître de conférences, AMU
Tiphaine DEMARIA, Maître de conférences, AMU
Laurent FONBAUSTIER, Professeur, Université Paris Saclay
Sophie GAMBARDELLA, Chargée de recherche CNRS
Éloïse GENNET, Professeure junior, AMU
Mathilde HAUTEREAU-BOUTONNET, Professeure, AMU
Ludovic HENNEBEL, Professeur, AMU
Marie-Laure LAMBERT, Maître de conférences, AMU
Marie LAMOUREUX, Professeure, AMU
Marie-Pierre LANFRANCHI, Professeure, AMU
Romain LE BŒUF, Professeur, AMU
Olivier LE BOT, Professeur, AMU
Sébastien LLORCA Professeur, AMU
Marianne MOLINER-DUBOST, Maitre de conférences, Université Jean Moulin Lyon 3
Jean-Baptiste PERRIER, Professeur, AMU
Pascale RICARD, Chargée de recherche CNRS

Thomas SCHELLENBERGER, Maître de conférences, Université de Haute-Alsace

Anne-Sophie TABAU, Professeure, AMU

Hélène TIGROUDJA, Professeure, AMU

Ève TRUILHÉ, Directrice de recherche CNRS

Intervenants professionnels

Laurence BOISSON DE CHAZOURNES, Professeure à l'Université de Genève, Arbitre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI/ICSID) et de la Cour permanente d'Arbitrage (CPA), Avocate et Conseil devant la Cour internationale de Justice
Vanessa GODIER, Avocate chez ARCA
Sébastien MABILE, Avocat au barreau de Paris, Avocat associé chez Seattle Avocats
Armelle SANDRIN-DEFORGE, Avocate au barreau de Paris, Cabinet Jones Day
Camille SCOTTO DE CESAR, Conseillère juridique à l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique
Matthieu WEMAËRE, avocat aux barreaux de Paris et Bruxelles